

**Centres de l' OCDE****Allemagne**

Berlin (49-30) 288 8353

**Japon**

Tokyo (81-3) 5532-0021

**Mexique**

Mexico (52-55) 5281 3810

**Etats-Unis**

Washington (1-202) 785 6323

ALLEMAGNE · AUSTRALIE · AUTRICHE · BELGIQUE · CANADA · CORÉE · DANEMARK · ESPAGNE · ETATS-UNIS · FINLANDE  
FRANCE · GRECE · HONGRIE · IRLANDE · ISLANDE · ITALIE · JAPON · LUXEMBOURG · MEXIQUE · NORVEGE  
NOUVELLE-ZELANDE · PAYS-BAS · POLOGNE · PORTUGAL · REPUBLIQUE SLOVAQUE · REPUBLIQUE TCHEQUE · ROYAUME-UNI · SUEDE · SUISSE · TURQUIE

PAC/COM/PUB(2006)10

Paris, le 19 avril 2006

## **L'Afrique du Sud est mieux préparée pour profiter d'une libéralisation du commerce agricole grâce à ses réformes, selon un rapport de l'OCDE**

Intensifier la libéralisation du commerce international offrirait des débouchés commerciaux à l'agriculture sud-africaine et les réformes importantes que le pays a conduites ces vingt dernières années l'ont préparé à en récolter les fruits. Cependant, d'après un nouveau rapport de l'OCDE, il est indispensable de s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux pour que les revenus et le niveau de vie s'élevent dans les zones rurales.

Il ressort de l'**Examen des politiques agricoles de l'Afrique du Sud**, publié par l'OCDE, que grâce à la mutation importante opérée par le pays depuis le début des années 90, l'agriculture offre aujourd'hui des débouchés à une plus grande partie de la population et s'adapte mieux aux marchés. Dans l'optique de réduire encore la pauvreté et les inégalités dans le monde rural, il faut appliquer un large éventail de mesures à même de stimuler la croissance économique et de remédier aux problèmes tenaces que sont le chômage massif, les clivages sociaux, l'illettrisme et le VIH/sida. Mais le rapport ajoute que le développement de l'agriculture à un important rôle à jouer.

D'après les estimations de l'OCDE, une réduction de 50% des droits d'importation et des subventions aux exportations dans le monde entier, conjuguée à une diminution de 50% du soutien interne à l'agriculture dans les pays de l'OCDE, rapporterait environ 250 millions USD à l'économie sud-africaine (sous la forme d'une augmentation des revenus des consommateurs et des producteurs). D'autres pays en développement comme le Brésil, la Chine et l'Inde seraient eux aussi bénéficiaires dans ce scénario.

Grâce à des accords bilatéraux, les principales exportations agricoles de l'Afrique du Sud, à savoir le vin et les fruits frais, ne sont pas très lourdement taxées par les pays importateurs à l'heure actuelle. Mais l'Union européenne, principal marché de l'agriculture sud-africaine à l'étranger, augmente ses droits de douane sur les fruits importés pendant la période des récoltes pour protéger sa propre production, ce qui freine les exportations d'Afrique du Sud.

Les vastes réformes lancées dans les années 90 pour libéraliser l'agriculture sud-africaine ont amélioré la compétitivité du secteur et les aides agricoles qui subsistent sont modestes. Ainsi, les aides publiques représentaient en moyenne 5% des recettes agricoles entre 2000 et 2003, ce qui est comparable aux niveaux observés en Australie, au Brésil et en Chine, et très inférieur au soutien dispensé aux Etats-Unis et dans l'Union européenne (20% et 34% respectivement).

Bien qu'il soit relativement modeste, le soutien public dont bénéficient les agriculteurs sud-africains sert essentiellement à maintenir les prix de leurs produits. Selon l'OCDE, cette forme de soutien est l'une de celles qui faussent le plus les échanges. Par ailleurs, les aides sont inégalement réparties entre les produits. Ainsi, le sucre en est de loin le principal bénéficiaire, moyennant des droits élevés sur les importations et un système de prix préférentiels au profit des producteurs d'Afrique du Sud.

JT03207797

**OCDE Relations avec les médias**

**Demandes générales** : Tél. (33) 1 45 24 97 00 - Fax. (33) 1 45 24 80 03/94 37 · **Recherche & documentation** : Tél. (33) 1 45 24 80 88/80 89  
**www.oecd.org/media** · **Adresse électronique** : [news.contact@oecd.org](mailto:news.contact@oecd.org)

Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France Tél. (33) 1 45 24 82 00 - Fax. (33) 1 45 24 85 00  
[www.oecd.org](http://www.oecd.org)

Les résultats de l'économie sud-africaine sont globalement satisfaisants depuis quelque temps, mais, indique le rapport, la croissance de l'investissement et de la production est encore en deçà des niveaux requis pour créer des emplois et réduire les inégalités. De même, si la réforme foncière doit rester une priorité, il faut améliorer les procédures d'acquisition et de réattribution des terres. Pour que la production commerciale se développe, les bénéficiaires de la réforme, en particulier les nouveaux petits exploitants, ont besoin d'un appui financier ainsi que d'une formation dans les domaines des technologies, de la commercialisation et de la gestion.

Il ressort du rapport que la filière commerciale s'est bien adaptée à la récente libéralisation du secteur, mais que les agriculteurs sont confrontés à de fortes contraintes financières. Les avantages retirés d'une libéralisation du commerce mondial seront fonction de l'aptitude de l'agriculture à se développer et à réagir aux nouveaux débouchés commerciaux. Compte tenu des contraintes en matière d'utilisation des terres et de l'eau, les mesures agricoles doivent cibler l'amélioration de la qualité et de la productivité pour accroître encore la compétitivité internationale du secteur.

L'Afrique du sud n'est pas membre de l'OCDE. Cette étude a été menée dans le cadre d'un programme de coopération avec plusieurs économies non membres. En novembre 2005, l'OCDE a publié des examens des politiques agricoles de la Chine et du Brésil.

*OECD Review of Agricultural Policies in South Africa* est disponible pour les journalistes auprès de la Division des relations avec les médias (tel. + 33 1 45 24 97 00) ou à partir du site protégé des journalistes.

*OECD Review of Agricultural Policies in South Africa* est en vente en format papier ou en format électronique via la Librairie en ligne de l'OCDE. Les abonnés et les lecteurs des institutions abonnées peuvent consulter l'étude via SourceOCDE.

-----  
*OECD Review of Agricultural Policies in South Africa*  
Date de publication : 19 avril 2006 - ISBN 92-64-036792  
€ 50; \$ 63; £ 34; ¥ 6 800